



GLOTTOPOL

Revue de sociolinguistique en ligne

n° 14 – janvier 2010

Nouveaux médias et dynamiques des langues dans l'espace francophone

Numéro dirigé par Papa Alioune Ndao & Abou Bakry Kébé

SOMMAIRE

Papa Alioune Ndao & Abou Bakry Kébé : *Présentation*

Camille Roger Abolou : *Langues, dynamiques des médias audiovisuels et aménagement médiato-linguistique en Afrique francophone*

Papa Alioune Ndao & Abou Bakry Kébé : *Langues et médias au Sénégal : une expérience de normalisation langagière par les journalistes des radios privées. Enjeux et limites*

Papa Alioune Sow : *Normes et discursivités. Le « parler jeune » dans les émissions radiophoniques*

Nataša Raschi : *La variation du français à travers l'analyse des quotidiens burkinabè*

Ferdinand Njoh Komé : *Les interlectes de la francophonie camerounaise à la une des journaux*

Germain Eba'a : *Regards sur les pratiques et usages linguistiques des Camerounais sur Internet*

Kristin Vold Lexander : *Le wolof et la communication personnelle médiatisée par Internet à Dakar*

Gudrun Ledegen & Jacky Simonin : *Médias et pratiques langagières à La Réunion : accélérateur sociolinguistique et diglossie en sourdine*

LANGUES, DYNAMIQUES DES MEDIAS AUDIOVISUELS ET AMENAGEMENT MEDIATO-LINGUISTIQUE EN AFRIQUE FRANCOPHONE

Camille Roger ABLOU

Université de Bouaké

Les médias audiovisuels¹, en l'occurrence la radio et la télévision, sont devenus de puissants moyens d'information dynamiques par leur massivité et d'imposants outils de dissémination des savoirs par leur médiativité². Ils ont connu une évolution fulgurante ces vingt dernières années en Afrique selon plusieurs facteurs internes et externes : l'urbanisation croissante des villes africaines (Calvet, 2002), la déterritorialisation des langues par immigration et exode rural, la vulgarisation des postes transistors (Tudesq, 2002), l'augmentation significative des infrastructures de télécommunication et des équipements audiovisuels, la couverture médiatique des espaces étatiques, la baisse constante des prix des téléviseurs et des postes transistors, la libéralisation en cours des espaces audiovisuels, l'« informalisation » croissante des installations satellitaires (paraboles et autres antennes appelées « antenne TV5 »), etc. (Ba, 1996 ; Mabou, 1996 ; Chaudenson, 2000 ; etc.). De nature unilatérale, ils instaurent, de nos jours, des postures nouvelles qui remettent en cause les classiques politiques éducatives et de développement économique et social prônées et encensées par les pouvoirs africains. Selon Chaudenson *et al.* (1989 : 162), ces politiques, qui entrent dans un cercle vicieux pernicieux, s'énoncent ainsi : « [...] généraliser l'éducation permet certes de limiter le taux de croissance démographique et d'accélérer le développement économique mais les forts taux d'accroissement démographique de population et la stagnation économique empêchent eux-mêmes la généralisation effective de l'éducation ».

¹ Les médias audiovisuels sont des médias de diffusion. On en distingue, selon Balle (2003 : 8-12) trois types : les médias autonomes (vidéos, magnétophones, magnétoscopes, lecteurs, baladeurs, etc. via câbles), les médias de diffusion (radio, télévisions, micro-ordinateurs régis par des diffuseurs nationaux, régionaux, étrangers via faisceaux hertziens à sens unique) et les médias de communication (téléphones, etc. via faisceaux hertziens à double sens).

² Massivité et médiativité sont les deux traits pertinents des médias audiovisuels. Lohisse (1998 : 141-142) entend par massivité « [...] la capacité qu'ont ces instruments de porter le message [...] à partir d'une source simple à des millions de personnes quasi simultanément » et par médiativité « [...] l'interposition, entre celui qui émet et celui qui reçoit, d'une machinerie si importante, tant au plan bureaucratique que technique, qu'elle joue un rôle de puissant filtre et décolore en quelque sorte le message dans le sens de l'impersonnalisation ».

Les médias audiovisuels présentent d'ordinaire deux versions distinctes, la diffusion de proximité et la diffusion de masse, qui doivent, selon Balle (2003 : 20), « [...] leur logique à la volonté de rendre attentifs, voire captifs, le plus grand nombre possible de gens parmi ceux qui sont susceptibles d'être atteints ». Dès lors, ils semblent jouer en Afrique un rôle indéniable d'éducation, de sensibilisation par les langues, d'appropriation des savoirs (Abolou, 2006) et de nivellement des citoyennetés africaines (Vitalis, 1996 ; Abolou, 2008). Parmi ces médias, la radio et la télévision sont engluées dans des rôles normatifs de repositionnement des langues africaines dans le travail de restructuration des sociétés africaines contemporaines. Ainsi, selon bien des auteurs comme Nouthe (1982a, 1982b), La radiolité remplacerait l'oralité, car la radio est le média le plus africanisé par les langues africaines. La « télévisualité », pour paraphraser Nouthe, se substituerait à l'écriture du fait de la quasi-absence de politiques de graphisation des langues africaines (Mackey, 2002).

L'intérêt théorique et méthodologique pour les médias audiovisuels en Afrique francophone s'est manifesté assez tardivement. C'est dans les années 1980 qu'il y a eu une abondante littérature sur la radio et la télévision. Des approches pluridisciplinaires dépassant le seul cadre des sciences de la communication et de l'information, selon Lenoble-Bart (1997), Tudesq (1984, 1992, 2002) etc., se sont révélées : l'approche socio-anthropologique (analyse des audiences, des effets, de leur impact sur la vie et la culture des populations cibles), l'approche politique (prise en compte du cadre juridique et institutionnel des médias de même que leurs incidences politiques dans la construction nationale, dans le musellement des partis d'opposition et dans la démocratisation), l'approche historique (étude des évolutions techniques et structurelles des infrastructures, des programmes, des cadres législatifs et institutionnels de régulation et des publics), l'approche épistémologique (théorisation des concepts, des systèmes de communication et d'information). Toutes ces approches dressent des lieux et moments de production des médias audiovisuels.

L'approche sociolinguistique, parent pauvre, plus ou moins ignorée, semble se déployer dans les interstices épistémologiques de ces postures pour cerner les rapports langue et média et les politiques linguistiques mises en œuvre. Outre le monolinguisme d'Etat triomphant dans les situations médiatiques rigides des pays africains francophones, le multilinguisme semble renaître dans le sens d'une convivialité des choix linguistiques conscientisés et rationnels opérés dans le marché de l'audiovisuel en Afrique francophone.

Dans un premier temps, j'examinerai le marché linguistique des médias audiovisuels, les recensions des auteurs majeurs sur quelques pays d'Afrique francophone aidant. Dans un second temps, je tenterai d'esquisser quelques « pistes » d'aménagement médiato-linguistique.

Le marché linguistique des médias audiovisuels

En Afrique, la radio et la télévision se sont imposées dans les marchés linguistiques des médias audiovisuels³.

En effet, il y a plus d'Africains, selon Tudesq (2002), qui écoutent la radio dans les langues diverses allant des langues officielles aux langues non officielles. Il y a moins d'Africains qui regardent la télévision. La télévision en Afrique est fortement marquée par les langues coloniales comme le français, l'anglais, l'arabe, par de grandes langues véhiculaires africaines

³ La presse écrite demeure un média de l'élite africaine du fait des taux d'analphabétisme relativement élevés selon les pays. Dans les grandes villes africaines, il se développe le phénomène de « titrologie » qui consiste à visualiser (lecture approximative pour la plupart des « titrologues » « peu ou pas lettrés ») des une des quotidiens. Il en découlera des commentaires, très souvent, orchestrés par le ou les lettré(s) les « titrologues » amassés devant le kiosque à journaux.

telles que le hausa, le wolof, etc. et par les langues vernaculaires et/ou véhiculaires choisies par les pouvoirs en place.

Tableau 1. Accès à la radio et à la télévision

Pays	Pourcentage de la population ayant accès à la radio	Pourcentage de la population ayant accès à la télévision
Bénin	10 %	9,1 %
Burkina Faso	5,6 %	0,6 %
RDC	37,3 %	4,3 %
Côte d'Ivoire	15,3 %	7 %
Gabon	21,8 %	13,6 %
Guinée Conakry	4,8 %	4,1 %
Mali	14 %	1,1 %
Mauritanie	39	9,1
Niger	6,7	2,6
Sénégal	16,2	4,1
Togo	21,3	2

Source : Tudesq, 2002 : 8-9

Le marché linguistique des médias audiovisuels présente ainsi une structuration particulière par rapport à l'offre linguistique et la demande sociale. L'offre linguistique met traditionnellement en place des langues véhiculaires ou vernaculaires, officielles ou nationales, africaines ou importées. La demande sociale, quant à elle, a trait aux médias de proximité (couvrant un rayon d'au plus 10 km c'est-à-dire la ville, le quartier, le village, la région, etc. dans le sens de *one to few*), de masse (couvrant un rayon au-delà de 10 km dans le sens de *one to many*) et numériques (couvrant par satellite les régions et les continents via les bouquets arabophone et francophone tels Canal Satellite Horizons, etc.) qui peuvent être privés ou publics, nationaux ou internationaux, religieux ou profanes. La libéralisation de l'audiovisuel par l'instauration des dérogations aux monopoles des médias audiovisuels au cours des années 1990 a suscité des besoins nouveaux et incité à la coexistence et la complémentarité des médias publics et privés (Zibi-Molungo, 1996).

Les médias audiovisuels sont des niches écologiques pour les langues en présence. La libéralisation de l'espace audiovisuel a déclenché des changements linguistiques et a opéré une segmentation de l'audience, en général de trois manières : l'audience locale (déterminée, identifiée et homogène), l'audience nationale (indifférenciée ou grand public) et l'audience internationale (confinée naturellement dans les grandes villes africaines). Ainsi, ces niches écologiques (Calvet, 1999, 2002 ; Mackey *et al.*, 2002) mettant les consommateurs face à des choix linguistiques sont de trois sortes : le marché local, le marché national et le marché international.

Le marché local

Le marché local, recommandant les langues africaines vernaculaires et/ou véhiculaires, est le marché des médias de proximité. La diversité des significations courantes des médias de proximité⁴ semblent correspondre à trois facteurs : l'espace, le temps et le notionnel. L'espace a trait à des *loci*, lieux d'appropriation linguistique des radios et télévisions aux

⁴ On dénombre plusieurs définitions de média de proximité reposant sur plusieurs réalités : la religion, le rural, l'urbain, la communauté, le local, etc. Toutes les définitions se recoupent selon les facteurs techniques (couverture géographique faisant appel à la géomorphologie, à la densité démographique), institutionnels (public, privé), socioéconomiques (commercial, développement rural, local, etc.), organisationnels (cahier de charges), socioculturels (développement culturel, promotion de la langue d'identité, patrimoine culturel, etc.), géographiques (quartiers, zones, etc.), etc.

dénominations évocatrices des communautés rurales, zonales, etc. Il dénote des univers socioculturels d'affectivité, de croyance, d'inter-connaissance et d'inter-reconnaissance. Le temps met l'accent sur la fréquence de diffusion (une périodicité plusieurs fois par jour pour l'information) et sur la couverture géographique. Le notionnel s'appuie sur les programmes qui sont des domaines de connaissance partagée (la famille, la vie, la mort, les métiers traditionnels, les castes, etc. constituant les thèmes d'émission).

En Afrique francophone, il n'existe pratiquement pas de télévisions locales ou régionales. Il s'agit essentiellement de temps d'antenne journalier et/ou hebdomadaire spécifiques accordés à certaines régions de certains pays⁵. Du moins, la télévision a une vision très communautaire car elle associe voisins, amis et parents dans le partage des programmes d'information et de divertissement (sports, musiques, cuisines, danses traditionnelles) en langues locales. Ainsi, l'identité culturelle est célébrée, le passé africain magnifié.

Le marché local, reflet des univers culturels, impose aux radios et télévisions locales des programmes qui répondent au mieux aux attentes des consommateurs : valeurs culturelles, religieuses, activités socio-économiques, gestion des terroirs, informations utiles, etc.

Le marché national

Le marché national est devenu le lieu stratégique d'une monopolisation de plus en plus visible et tenace tant au niveau de la télévision que de la radio. Outre le monolinguisme d'Etat apparent dans les radios et télévisions nationales, de nos jours, certaines langues nationales sont introduites dans certains programmes d'information et de divertissement. La faiblesse de l'offre linguistique dans les médias nationaux ne semble pas devoir jouer en faveur d'un sentiment d'appartenance nationale. Elle maintient simplement un lien symbolique entre les gouvernants et les gouvernés, l'Etat et les citoyens dans les espaces médiatiques.

Tableau 2. Utilisation des langues dans les informations nationales et internationales

Pays	Radio		Télévision	
	Langues officielles	Langues nationales	Langues officielles	Langues nationales
Bénin	1	-	1	0
Burkina Faso	1	-	1	0
Guinée Conakry	1	9	1	9
Côte d'Ivoire	1	25	1	25
Mali	1	11	1	11
Niger	2	7	1	6
Sénégal	1	2	1	6
Togo	1	25	1	2

Source : Abolou, 2008

La Côte d'Ivoire, la Guinée Conakry, le Mali, le Togo ont une longue tradition d'utilisation des langues nationales⁶ dans les informations nationales et internationales. La plupart des autres pays africains recourent aux langues officielles que sont le français⁷, l'anglais, l'arabe dialectal ou littéraire. La présence des langues nationales, vernaculaires ou véhiculaires, constitue des palliatifs financiers, techniques (absence d'électrification de vastes zones, faible

⁵ En Côte d'Ivoire, il existait avant la crise militaro-politique une télévision locale dénommée « TV Bouaké ». Cette télévision avec la crise de 2002 est devenue « TV Notre Patrie », la télévision de la rébellion servant aux propagandes idéologico-politiques.

⁶ Les langues nationales sont les langues africaines reconnues par les constitutions respectives des Etats africains.

⁷ Le français, langue officielle de la majorité des pays africains francophones, parlé par 129 millions de locuteurs soit 2,15 % de la population mondiale, s'impose dans les médias de masse (Calvet, 2002).

couverture nationale, coûts élevés des investissements en infrastructures en télécommunication, etc.) et politiques (éviter des revendications politiques, etc.).

Dans les années 1960, la radio nationale était promue pour l'unité nationale afin de stimuler le développement économique, social et culturel au travers des langues nationales. Les pouvoirs africains auraient érigé ces radios en de simples instruments de propagande politique, de renouvellement de la classe politique, de production des inégalités verticales. Les langues nationales introduites étaient sélectionnées selon les visées géopolitiques ou idéologiques de conservation du pouvoir. Cette situation de fait se perpétue de nos jours dans la plupart des pays africains. Par exemple, en Côte d'Ivoire, les langues nationales (vernaculaires et véhiculaires) choisies par le pouvoir dans l'animation de l'émission « Nouvelles du pays » se présentent de la manière suivante :

Tableau 3. Passage hebdomadaire des langues nationales à la Radio Côte d'Ivoire

Horaire (GMT)	Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi	Samedi
15 heures	abron	adjoukrou	malinké (dioula)	abron	adjoukrou	malinké (dioula)
	gouro	koulango	kroumen	dida	koulango	kroumen
	bété	attié	ébrié	gouro	attié	ébrié
	abouré	sénoufo	guéré	bété	sénoufo	guéré
	djimini	yacouba	lobi	abouré	yacouba	lobi
	agni	néyo	tagbana	djimini	néyo	tagbana
	dida	godié	baoulé	agni	godié	baoulé
18 heures	abbey	gban	mooré	abbey	gban	mooré

Source : Archives RTI, 2005

Le temps d'antenne des langues nationales pour donner les informations nationales et internationales aux différentes communautés linguistiques est de 1080 minutes par semaine à raison de 14 à 15 minutes par langues. Par contre, à la télévision nationale, le temps d'antenne des langues nationales – drastiquement réduit – est de 250 minutes par semaine soit 10 minutes par langue à la télévision nationale « La première ».

Tableau 4. Passage hebdomadaire des langues nationales à la télévision nationale « La première »

Horaire (GMT)	Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi
17h40	guéré	ébrié	attié	gouro	bété
	néyo	koulango	agni	yacouba	abron
	adjoukrou	dida	gban	godié	djimini
	sénoufo	lobi	kroumen	malinké (dioula)	baoulé
18h30	tagbana	abbey	mooré	abouré	yaouré

Source : Archives RTI, 2005

La télévision nationale s'appuie sur une référenciation nationale partagée par l'ensemble de la communauté du fait des inégalités horizontales entretenues par les pouvoirs africains « classiques ». Ces inégalités engendrent les tensions sociales qui se sont progressivement transformées, en plusieurs lieux, en conflits sociopolitiques ou interethniques. Dans la réalité, elles se déclinent sous la forme de sentiments individuels ou communautaires d'exclusion

partagée. Pour des raisons sociolinguistiques, mais assurément politiques, les langues importées sont introduites pour transcender les différences de culture et les particularismes ethnolinguistiques au profit d'une identité nationale tant rêvée par nombre d'Etats africains. Le français, en Afrique francophone, est la langue par excellence de toutes les émissions télévisées et radiophoniques. L'évolution linguistique actuelle du champ médiatique en Afrique subsaharienne va dans le sens d'une endogénéisation du français à travers les téléfilms (« Faut pas fâcher », « Ma famille », « Commissariat Tampi », etc.), les émissions de variétés, etc. Sur le plan théorique, il se pose le problème de la constance et de la variation au sein de la communauté francophone. L'appropriation du français par différentes communautés nationales aux habitudes linguistiques divergentes met en place des français endogènes ou nationaux. Il s'agit de variétés nationales véhicularisées (les véhicularismes), vernacularisées (les vernacularismes), fautives (l'impropriété des termes, les mésemplois des prépositions et conjonctions, les expressions grotesques, les cas de dysphonie, etc. signalés chez des journalistes, etc.), pidginisées (l'usage des formes populaires). Sur le plan méthodologique, le choix d'une norme revêt un aspect social et le choix d'un code un aspect linguistique (Martel, 1999). La normalisation des français nationaux installe un éclatement de la norme centrale en plusieurs normes périphériques et une différenciation des codes. Toutes les méthodes de restitution du français de référence nationale semblent mettre en place un certain nombre d'outils méthodologiques tels que la fréquence, l'intégration et l'acceptabilité, qui servent à normaliser ou à codifier les variétés de référence (Lafage, 1978 ; Manessy, 1979, 1989 ; Abolou, 2007 etc.).

L'introduction des langues nationales dans les médias nationaux ivoiriens est faible par rapport au français, langue officielle. Cependant, les chances d'enracinement du sentiment d'appartenance nationale connaissent un début d'existence par l'introduction de certaines langues africaines vernaculaires ou véhiculaires, pompeusement nommées langues nationales dans la plupart des constitutions africaines, à la télévision.

Le marché international

Le marché international, marché des intérêts économiques et commerciaux se mêlant aux intérêts politiques, culturels et linguistiques, semble recommander un espace audiovisuel de masse (radios et télévisions nationales et étrangères) marqué par les langues véhiculaires, officielles, importées tels que l'anglais, le français, l'arabe, le swahili, le hausa etc.

En Afrique, outre RFI qui diffuse la plupart de ses programmes (« Afrique midi », « Débat africain », « Afrique presse », « Cahiers nomades », « Alternatives sud », « Médias d'Afrique », « Archives d'Afrique » etc.) en français, l'anglais est la langue dominante dans les radios internationales. Dans le marché international, il y a un système de gravitation respective des langues autour de l'anglais, langue de référence internationale. Cette gravitation authentifie l'impérialisme linguistique de l'anglais malgré l'apparente présence du français dans les situations médiatiques ordinaires prises en charge par les Etats africains. L'avènement des technologies satellitaires vont ériger un nouvel espace médiatique international grâce au bouquet francophone Canal Satellite Horizons et repositionner le français comme langue internationale. La réception des programmes des radios et télévisions nationales est désormais accessible aux simples consommateurs moyennant l'installation d'antennes paraboliques ou d'antennes dites « TV5 » dont les coûts baissent régulièrement.

On dénombre, de nos jours, sept pays ayant leurs médias nationaux ou privés sur le bouquet Canal Satellite Horizons. Il s'agit de programmes nationaux non aménagés qui passent 24 heures sur 24. Ils viennent s'ajouter à ceux des grands médias internationaux tels que : RFI, BBC, Nostalgie, TF1, France 2, ARTE, LBC, Canal Plus, iTélé, France 24, TV5, Euronews, etc. L'avalanche des programmes occidentaux est parfois ressentie comme une érosion de la diversité culturelle et linguistique. L'objectif du bouquet francophone serait,

entre autres, d'équilibrer le flux des informations diffusées par les grands médias étrangers et de donner une autre image de l'Afrique au-delà de la géographie de la violence et des catastrophes humanitaires présentée dans les reportages télévisés (Balima, 2004). Cet objectif re-planifie le français dans le cadre du partenariat linguistique français/langues nationales de l'Organisation Internationale de la Francophonie.

Les médias audiovisuels étrangers ont des taux d'audience élevés dans les grandes villes africaines : 50 % de la population des 15 ans et plus écoutent la radio ou regardent la télévision (Tudesq, 2002). Ils installent des représentations temporelles qui re-produisent des liaisons durables, utiles, propres à procurer des profits symboliques et sociaux aux consommateurs francophones. Par ailleurs, dans les grandes villes africaines, la télévision dépasse la radio dans les informations internationales et la radio la télévision dans les informations nationales⁸.

Le marché international semble accentuer les inégalités verticales selon les praxis linguistiques de l'élite francophone qui ne représente selon toute vraisemblance que 10 % de la population et creuser les écarts géographiques (entre les villes et les villages) et sociologiques (entre les catégories socioprofessionnelles).

L'aménagement médiato-linguistique

Les marchés linguistiques des médias audiovisuels incitent aux politiques d'aménagement médiato-linguistique qui sont des politiques d'intervention sociolinguistique. Elles se définissent, selon Loubier (2000 : 4), comme « [...] *l'ensemble des pratiques d'aménagement linguistique exercées par tout acteur social (institutionnel ou individuel) en vue d'influencer délibérément l'évolution d'une situation sociolinguistique donnée* ». L'aménagement médiato-linguistique consiste à gérer les rapports entre langue et média. Il repose soit sur l'offre linguistique (les langues mises en œuvre dans les émissions radiophoniques et télévisées) soit sur la demande médiatique (formes et types de médias en vigueur et suscités par/dans une société donnée). L'offre linguistique a trait au corpus et au statut des langues de médias. La demande sociale, quant à elle, concerne les actions techniques de diffusion (par voies hertziennes ou satellitaires) et de couverture médiatique des villes, villages et régions selon les objectifs majeurs de construction nationale, d'éducation, de développement économique et socioculturel, d'intégration régionale, de démocratisation, etc. Ainsi, deux voies d'aménagement s'érigent : l'aménagement médiatique et l'aménagement linguistique.

L'aménagement médiatique

L'aménagement médiatique consiste d'abord à cerner l'espace médiatique en question au regard des objectifs stratégiques assignés aux communautés linguistiques en présence (politique, économique, social, culturel, etc.), ensuite à identifier les médias relatifs aux usages institutionnels et fonctionnels, et, enfin, à apprécier leurs coûts financiers, techniques, législatifs et organisationnels.

Les médias apparaissent comme de véritables outils marqués par les pratiques sociales et techniques. Bachir (2008 : s. p.) les définit comme : « [...] *un artefact [qui] demande à être rapporté à sa fonction dans une pratique humaine, en quoi il peut être spécifié comme outil. Il n'est en outre pas difficile de reconnaître que les médias sont liés aux pratiques sémiotiques, quelles qu'elles soient et n'importe comme on les entend (c'est-à-dire, notamment, que ce soit en termes de communication ou en termes de signification)*. ». On distinguera, de ce fait,

⁸ Cf. notamment Openers-Secodip (1991). Cette étude, bien qu'elle soit ancienne et ne concerne que Ouagadougou, montre bien les tendances actuelles des téléspectateurs et auditeurs africains francophones.

quatre types de médias outils : les médias locaux, les médias régionaux, les médias nationaux et les médias internationaux.

Les médias locaux s'inscrivent, de nos jours, dans le prolongement de l'oralité. Ils sont des outils qui développent des fonctionnalités participant à une logique d'éducation, de sensibilisation voire de développement endogène. Circonscrits dans le temps et dans l'espace, ces médias offrent des choix linguistiques très limités par le partage d'une langue locale qui débouche, à coup sûr, sur des rapports de force et de sens dans un environnement socioculturel donné. La plupart de ces environnements sont disséminés et emmurés dans des *loci* créant par moments et par endroits des isolats linguistiques⁹ c'est-à-dire des espaces inaccessibles aux médias locaux. Très souvent, des stations de médias privés ou communautaires¹⁰ s'installent à l'aide de technologies nouvelles pour permettre à des communautés ethnolinguistiques isolées de consommer les informations pratiques sur : le genre, la lutte contre le VIH/SIDA, les techniques culturelles, les activités rémunératrices, etc. Parmi ces médias, les radios sont privilégiées car elles développent en langues locales de nouvelles possibilités concrètes de développement endogène et offrent des programmes culturels (histoire, musique et traditions orales, etc.).

Les médias régionaux sont des médias relais entre l'Etat et les communautés ethnolinguistiques. L'Etat doit installer des stations régionales de radio et de télévision nationales. Cela implique des investissements en infrastructures, des attributions de temps d'antenne pour chaque station régionale, des programmes « collés » aux réalités régionales.

Les médias nationaux sont des médias aux usages institutionnels normatifs. Ils concourent, en général, au conditionnement des comportements des individus sur un ensemble de domaines régaliens (les droits de l'homme, la démocratie, la bonne gouvernance, la valorisation des ressources humaines, la réduction de la pauvreté, etc.), à l'uniformisation des communautés ethnolinguistiques et à la planification des citoyennetés africaines. Cependant, ils posent des problèmes en partie d'ordre financier, technique et organisationnel que La Brosse (2000 : s. p.), prenant le cas des radios nationales, décrit en ces termes :

« Les radios nationales ont ainsi vu leurs budgets se réduire comme peau de chagrin, l'équipement, désuet, n'a pas été remplacé et la formation des ressources humaines a été négligée depuis le début des années 1980. Les programmes ne sont pas toujours reçus par toute la population, l'insuffisance de relais privant dans certains pays des régions entières, et les communautés qui y vivent, des ondes de la radio nationale. L'insuffisante production de programmes par ces chaînes leur "impose" par ailleurs de recourir, via la coopération internationale, à des productions exogènes. L'extrême morcellement linguistique de certains États explique la difficulté de création de programmes radiophoniques à caractère véritablement national. Plus que de s'adresser à un public national, les radios du service public - qui ont pour mission d'informer et d'éduquer la population - s'adressent, quand elles en ont encore les moyens, aux différentes communautés dans leurs langues vernaculaires respectives. »

Les médias internationaux, grâce aux technologies satellitaires plus récentes, aux investissements infrastructurels accrus, aux procédés de distribution des programmes, au MMDS, à la mondialisation de l'économie de la connaissance, etc. ont gagné du terrain en Afrique ces dix dernières années. Ils sonnent le glas de la dilution progressive des frontières « hermétiques » des Etats africains avec pour corollaire la perte de pans entiers de leur souveraineté, la quasi abandon des politiques linguistiques nationales au profit de la promotion du français dans le cadre du partenariat linguistique de l'OIF. Ils permettent, cependant, l'établissement des réseaux de radios et télévisions, l'amélioration de la qualité des

⁹ L'isolat linguistique est une situation isoglossique où les échanges linguistiques sont drastiquement réduits.

¹⁰ Aujourd'hui, l'Afrique du Sud a à elle seule plus de 150 stations de radio privées et d'autres pays sont en passe de la rejoindre.

productions par transfert de technologie, la formation des personnels de l'audiovisuel, etc. Les pouvoirs, bien que reconnaissant leur appui capital dans bien des domaines techniques et infrastructurels, dénoncent, de nos jours, leurs rôles « nocifs » et pernicieux de contournement par contrôle des consciences nationales, par propagation de l'« intox » au moyen des critiques envers les régimes en place, etc.

L'aménagement linguistique

L'aménagement linguistique concerne la préparation des langues africaines à devenir des langues fonctionnelles et utiles dans le domaine des médias. Selon bien des auteurs, deux niveaux d'aménagement sont incontournables : l'aménagement du statut et l'aménagement du corpus¹¹.

L'aménagement du statut des langues africaines est fondé sur le choix fonctionnel des langues dans les situations médiatiques. Selon Diki-Kidiri (2004), tous les pays africains possèdent au moins deux types de langue : des langues de base – vernaculaires – ou de masse – véhiculaires – et une ou deux langue(s) de crête – officielle(s). Chaque individu, en réalité, fait face dans son quotidien à ces deux types de langues. Leur utilisation conviviale consacrera la langue officielle comme langue d'ouverture et de relations internationales dans les médias nationaux et internationaux et la langue de base comme langue d'intégration et d'identité nationales dans les médias locaux et régionaux. L'utilisation intelligente de ces deux langues permettra d'éviter l'exclusion arbitraire des Africains et la confiscation de leur liberté d'expression.

L'aménagement du corpus s'effectue d'ordinaire selon deux processus : la radiolisation et la télévisualisation. Selon la radiolisation, la *radio* supplée l'oralité (griot, tambour parleur, etc.). Dans la plupart des villages, la radio est érigée dans les espaces sociopathes (arbre à palabre, cours communes, rues, etc.) et solifuges (bars, restaurants, etc.) pour assurer la participation du public (Hall, 1978). La radio développe des fonctionnalités qui procèdent par accentuations (par exemple, la puissance du tambour parleur décuplée par la radio), permutations (l'information technique succédant aux mythes) voire par rétroactions (la participation aux émissions radiophoniques). Le passage de l'oralité à la radiolité s'expliquerait par l'intrusion des pratiques tant sur le plan du contenu (accès aux savoirs et savoir-faire) que de l'expression (voies linguistiques vernaculaires empruntées). La radiolisation prend ainsi forme dans le processus de vernacularisation des langues africaines et des variétés populaires du français. La télévisualisation, malgré les situations orthographiques diverses et divergentes et les timides campagnes d'alphabétisation des masses rurales et urbaines, constitue une révolution audiovisuelle indéniable. Elle instaure un saut qualitatif de l'écriture à la télévisualité. Si l'écriture, selon Havelock (1981), Goody (1998), est un acte de reconnaissance des opérations psychologiques de compter, classer et nommer, la télévisualisation, quant elle, repose sur les opérations de visualisation, de mémorisation et de signification. Si, le nombre de téléspectateurs africains (consommateurs de programmes en langue française) est de plus en plus supérieur à celui des téléspectateurs européens, la télévisualisation peut permettre, selon Chaudenson (2000), d'assurer et de garantir à chaque citoyen l'accès à la langue officielle qu'est le français par apprentissage ou par perfectionnement de la compétence. D'une autre manière, le développement des télévisions régionales en langues africaines véhiculaires facilitera la diffusion de messages techniques dans le cadre du développement économique et humain. Dès lors, les langues africaines doivent être revisitées par les activités de la terminologie culturelle et de la traduction (Prah, 1995, 2004 ; Tourneux, 2007). La terminologie culturelle se penchera à la

¹¹ Lire notamment Chaudenson (s.d.), http://www.odf.auf.org/documents/pdf/grille_lafdef.pdf, (consulté le 07/09/2004).

création des termes culturellement intégrés et utilisables dans des situations sociales diverses. La traduction, en tant que mode d'appropriation du savoir, aidera à des lectures convergente et transversale des situations locale ou globale à partir des concepts propres aux langues africaines. Elle facilitera ainsi l'accès à l'information pour tout citoyen africain.

Conclusion

Les médias audiovisuels en Afrique francophone ont connu des mutations techniques, juridiques, financières et des évolutions sociétales. Leur appropriation par les citoyens africains depuis les années de l'indépendance à nos jours a bousculé les postures théoriques et décroché des *patchworks* de prise en charge épistémologique tels que la radiolité et la télévisualité. L'intelligence des prolongements de sens se déploie dans les phénomènes de radiolisation et de télévisualisation qui se propagent rapidement dans les pays africains en proie aux conjonctures politique (démocratisation, citoyenneté, etc.), économique (pauvreté grandissante, rareté des ressources, etc.), sociale (individualisations « chaudes », etc.), culturelle (restructurations sociétales, etc.).

Les médias audiovisuels, en même temps qu'ils sonnent « timidement » le glas de la « Galaxie de Gutenberg » et imposent des problématiques sociolinguistiques heuristiques sur la relation langues et médias, suscitent un espace public plurilingue c'est-à-dire, selon Wolton (1997 : 379), « le lieu, accessible à tous les citoyens, où un public s'assemble pour formuler une opinion publique [...] comme un espace beaucoup plus large qu'autrefois, avec un nombre beaucoup plus grand de sujets débattus, un nombre beaucoup plus grand d'acteurs intervenant publiquement, une omniprésence de l'information [...] ».

Bibliographie

- ABOLOU C. R., 2006, « L'Afrique, les langues et la société de la connaissance », *Hermès*, n° 45, pp. 165-172.
- ABOLOU C. R., 2007, « Le français de référence : un effet linguistique de la mondialisation ou de l'anti-mondialisation », *GRESI*, n° 4, pp. 37-54.
- ABOLOU C. R., 2008, *Langues africaines et développement*, Paris, Paari.
- BA A., 1996, *Télévisions, paraboles et démocraties en Afrique noire*, Paris, L'Harmattan.
- BACHIR S., 2008, « La sémiotique aux prises des médias », dans *Semen*, 23, Sémiotique et communication. Etat des lieux et perspectives d'un dialogue. Disponible sur Internet : <http://semen.revues.org/document5341.html>, consulté le 03 mai 2008.
- BALLE F., 2003, *Médias et sociétés*, Paris, Editions Montchrestien.
- BALIMA S. T., 2004, « Afrique et télévisions francophones », *Hermès*, n° 40, pp. 135-138.
- BALIMA S. T., FRERE S., 2003, *Médias et communications sociales au Burkina Faso : Approches socioéconomiques de la circulation de l'information*, Paris, L'Harmattan.
- BOULC'H S., 2003, *Radios communautaires en Afrique de l'Ouest*, Bruxelles, Cota asbl.
- CALVET L.-J., 1991, « Le facteur urbain dans le devenir linguistique des pays africains. Le facteur linguistique dans la constitution des villes africaines », dans *Cahiers des sciences humaines*, vol 27, n° 3-4, pp. 305-313.
- CALVET L.-J., 1994, *Les voix de la ville. Introduction à la sociolinguistique urbaine*, Paris, Payot.
- CALVET L.-J., 1999, *Pour une écologie des langues du monde*, Paris, Plon.
- CALVET L.-J., 2002, *Le marché aux langues. Les effets linguistiques de la mondialisation*, Paris, Plon.
- CHAUDENSON R., 1989, *1989 : Vers une révolution francophone*, Paris, L'Harmattan.

- CHAUDENSON R., 2000, « Planification linguistique, droit à la langue et développement », dans *Estudios de Sociolinguística* 1 (1), pp. 191-201.
- DE LA BROSSE R., 2000, *Uniformisation médiatique des sociétés d'Afrique subsaharienne*, disponible sur Internet : <http://www.helios.univ-reims.fr/Labos/CERI>, consulté le 17 avril 2008.
- DIKI-KIDIRI M., 2004, « Multilinguisme et politiques linguistiques en Afrique », dans *Actes de colloque international, Développement durable : leçons et perspectives*, Ouagadougou, AIF, pp. 27-35.
- ECO U., 1988, *Sémiotique et philosophie du langage*, Paris, PUF.
- GADELI K. E., 2004, *Annotated statistics on linguistic policies and practices in Africa*, Paris, Editions UNESCO.
- GOODY J., 1998, *La raison graphique*, Paris, Minuit.
- HALL T. E., 1978, *La dimension cachée*, Paris, Points.
- HAVELOCK E. A., 1981, *Aux origines de la civilisation écrite en Occident*, Paris, Maspero.
- KONE H., 1988, « Démocratisation par les médias, démocratie par les médias : une impérieuse nécessité », *Africa Media Review*, n° 2, pp. 101-114.
- KUASSI MANKOTAN J.-B., 1995, « Information et démocratie en Afrique : le pluralisme en question », dans *Afrique 2000*, 22 juillet 1995, pp. 51-62.
- LAFAGE S., 1978, « Rôle et place du français populaire dans le continuum langues africaines/français de Côte d'Ivoire », *CIRL*, n° 9, Abidjan, ILA, pp. 54-69.
- LENOBLE-BART A., 1997, « Les médias africains », *Histoire et médias*, Bordeaux, Maison des sciences de l'homme d'Aquitaine.
- LENOBLE-BART A., TUDESQ A.-J., 2008, *Pour connaître les médias d'Afrique subsaharienne*, Paris, Karthala.
- LOHISSE, J., 1998, *Les systèmes de communication. Approche socio-anthropologique*, Paris, A. Colin.
- LOHISSE, J., 2001, *La communication*, Bruxelles, De Boeck Université.
- LOUBIER Ch., 2008, « L'aménagement linguistique ». Disponible sur Internet : www.olf.gouv.qc.ca/RESSOURCES/PUBLICATIONS/publications_aménagement/terminologie.html, consulté le 30 avril 2008.
- MABOU M., 1996, « Médias de masse et paradoxe du contrôle de l'information en Afrique », *Revue juridique et politique, indépendance et coopération*, pp.51-59.
- MACKAY W. et al., 2002, *L'écologie des langues*, Paris, L'Harmattan.
- MACTAR S., 2008, *Le pluralisme télévisuel en Afrique de l'Ouest. Etat des lieux*, Dakar, IPAO.
- MANESSY G., 1979, « Le français en Afrique Noire : faits et hypothèses », dans Valdman A. (dir.), *Le français hors de France*, Paris, Champion.
- MANESSY G., 1989, « De la subversion des langues importées : le français en Afrique », dans Chaudenson R. et Robillard D. de, *Langues, économie et développement*, Paris, CNRS/Didier Erudition, pp. 141-142.
- MANESSY G., WALD P., 1979, *Plurilinguisme : normes, situations, stratégies*, Paris, L'Harmattan.
- MANESSY G., WALD P., 1984, *Le français en Afrique noire, tel qu'on le parle, tel qu'on le dit*, Paris, L'Harmattan.
- MARTEL P., 1999, *L'aménagement linguistique et le français de référence*, Sherbrooke, Université de Sherbrooke.
- MATTELART A., 1996, *La mondialisation de la communication*, Paris, PUF.
- MATELLART A., MATTELART M., 1995, *Histoire des théories de la communication*, Paris, La Découverte.
- MENARD R., 1993, *Le pluralisme radiophonique en Afrique de l'Ouest*, Paris, L'Harmattan.

- MEUNIER J.-P., 1993, *Introduction aux théories de la communication*, Bruxelles, De Boeck Université.
- NKASHAMA P. N., 1991, « Médias et langues africaines », *Mondes en développement*, vol. 19, n° 73, pp.35-43.
- NOUTHE F., 1982a, *La communication radiorale*, Louvain-la-Neuve, Cabay.
- NOUTHE F., 1982b, *Les mass medias dans les sociétés de l'oralité : essai d'une théorie générale*, Louvain-la-Neuve, UCL.
- OKALA, J.-M., 1999, *Les télévisions africaines sous tutelle*, Paris, L'Harmattan, 1999.
- OPENERS SECODIP, 1991, *Dialogue, Etude médias*, Ouagadougou.
- PANOS, 1997, *Législations et pluralisme radiophonique en Afrique de l'Ouest*, Paris, L'Harmattan.
- PRAH K. K., 1995, *African Languages for the Mass Education of Africans*, Bonn, Education and Documentation Center.
- PRAH K. K., 2004, *Speaking African on the Radio*, Cape Town, CASAS.
- RASTIER F., 1996, « Représentation ou interprétation ? Une perspective herméneutique sur la médiation sémiotique », dans Rialle V. et Fissette D. (dirs.), *Penser l'esprit : des sciences de la cognition à une philosophie de l'esprit*, Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble, pp. 219-239.
- RASTIER F., 2008, « Communication, interprétation, transmission », *Semen*, 23, Sémiotique et communication. Etat des lieux et perspectives d'un dialogue. Disponible sur Internet : <http://semen.revues.org/document5341.html>, consulté le 03 mai 2008.
- RASTIER F., BOUQUET S., éd., 2002, *Une introduction aux sciences de la culture*, Paris, PUF.
- TOURNEUX H., 2007, *La communication technique*, Paris Karthala.
- TRANCHARD Ph., 1991, « Quand l'Afrique s'ouvre aux médias modernes : un paysage audiovisuel en pleine mutation », dans Jeune Afrique, n° 1616-1617, pp. 59-66.
- SILLA M., 1994, *Le Paria du village planétaire, ou l'Afrique à l'heure de la télévision mondiale*, Dakar, NEA.
- TUDESQ A. J., 1984, *La radio en Afrique noire*, Paris, Pedone.
- TUDESQ A. J., 1992, *L'Afrique noire et ses télévisions*, Paris, Anthropos.
- TUDESQ A. J., 1997, « L'influence des radios et télévisions étrangères sur la vie politique en Afrique subsaharienne », *Actes de congrès mondial de l'AISP*, Séoul, pp. 356-375.
- TUDESQ A. J., 1999, *Les Médias en Afrique*, Paris, Editions Ellipses.
- TUDESQ A. J., 2002, *L'Afrique parle, l'Afrique écoute. Les radios en Afrique subsaharienne*, Paris, Karthala.
- VITALIS A., 1996, « Citoyenneté et usages des médias », *Multimédia et communication à usage humain*, Dossier pour un débat n° 6, Bordeaux 3, Université Montaigne.
- WARNIER J.-P., 2001, *La mondialisation de la culture*, Paris, Repères.
- WINKIN Y., 1996, *L'anthropologie de la communication*, Bruxelles, De Boeck Université.
- WOLTON D., 1997, *Penser la communication*, Paris, Flammarion.
- WOLTON D., 2006, *Demain la Francophonie*, Paris, Flammarion.
- WOLTON D., 2006, *L'autre mondialisation*, Paris, Flammarion.
- ZIBI-MOLUNGO P. M., 1996, *Le statut de l'audiovisuel en Afrique*, Paris, L'Harmattan.

GLOTTOPOL

Revue de sociolinguistique en ligne

Comité de rédaction : Michaël Abecassis, Salih Akin, Sophie Babault, Claude Caitucoli, Véronique Castellotti, Régine Delamotte-Legrand, Robert Fournier, Emmanuelle Huver, Normand Labrie, Foued Laroussi, Benoit Leblanc, Fabienne Leconte, Gudrun Ledegen, Danièle Moore, Clara Mortamet, Alioune Ndao, Gisèle Prignitz, Georges-Elia Sarfati.

Conseiller scientifique : Jean-Baptiste Marcellesi.

Rédacteur en chef : Clara Mortamet.

Comité scientifique : Claudine Bavoux, Michel Beniamino, Jacqueline Billiez, Philippe Blanchet, Pierre Bouchard, Ahmed Boukous, Louise Dabène, Pierre Dumont, Jean-Michel Eloy, Françoise Gadet, Marie-Christine Hazaël-Massieux, Monica Heller, Caroline Juilliard, Jean-Marie Klinkenberg, Jean Le Du, Marinette Matthey, Jacques Maurais, Marie-Louise Moreau, Robert Nicolai, Lambert Félix Prudent, Ambroise Queffelec, Didier de Robillard, Paul Siblot, Claude Truchot, Daniel Véronique.

Comité de lecture pour ce numéro : Anne-Caroline Fiévet (Université René Descartes, Paris V), Annie Lenoble-Bart (IUT Michel de Montaigne, Bordeaux III), Carole de Féral (Université de Nice-Sophia Antipolis), Caroline Juilliard (Université René Descartes, Paris V), Didier de Robillard (Université François Rabelais, Tours), Isabelle Pierozak (Université François Rabelais, Tours), Jacky Simonin (Université de La Réunion), Michael Rinn (Université de Bretagne Occidentale, Brest), Pierre Fandio (Université de Buéa), Valentin Feussi (Université de Douala).

Laboratoire LIDIFra – Université de Rouen

<http://www.univ-rouen.fr/dyalang/glottopol>

ISSN : 1769-7425